



Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Labellisé en 2012 par l'Union pour la Méditerranée (UpM), ce projet régional est un travail conjoint mené par le **Global Water Partnership-Méditerranée (GWP-Med)** et l'**Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)**.

Le projet «Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée» s'étalant sur trois ans (mi-2013 à mi-2016) vise à analyser les principaux obstacles de gouvernance pour la mobilisation de financements dans le secteur de l'eau et à appuyer le développement de plans d'action consensuels, basés sur les bonnes pratiques internationales. Afin d'identifier les principaux défis de gouvernance concernant les financements, des études par pays sont menées via des travaux

techniques approfondis ainsi que des dialogues nationaux multipartites éclairés, tandis que le dialogue régional permet le partage d'expériences de politiques au sein et entre les pays méditerranéens et la promotion des meilleures pratiques. Ce projet est mis en œuvre à travers l'interaction entre activités nationales et régionales, dans laquelle les résultats du travail national alimentent le dialogue régional et les conclusions et expériences du dialogue régional alimentent le travail national.

Des partenariats stratégiques avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), le Fonds fiduciaire de la FEMIP de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le programme MedPartnership du FEM et PNUE / PAM et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) ont joué un rôle clé dans le démarrage ainsi que dans la mise en œuvre du projet.



Global Water Partnership
Mediterranean



Union pour la Méditerranée
Union for the Mediterranean
الإتحاد من أجل المتوسط



Avec le support de:



Une conférence régionale de haut niveau marque le lancement officiel du projet au siège de l'UpM à Barcelone

Une conférence régionale de haut niveau a été organisée par le GWP-Med et le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) les 28 et 29 mai 2013 pour démarrer le projet de manière officielle. Plus d'une centaine de participants issus de 22 pays méditerranéens ont assisté au lancement, y compris des ministres, hauts fonctionnaires, organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que des parties prenantes issues de service public de l'eau, secteur privé, communauté de bailleurs de fonds et établissements universitaires.

Le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi, a ouvert la conférence, puis le ministre jordanien de l'Eau et de l'irrigation, S.E. Hazim El-Naser, représentant également la Co-présidence de l'UpM, a prononcé un discours inaugural sur le thème de la gouvernance du secteur de l'eau. La pertinence, la valeur ajoutée et le caractère opportun du projet pour la région ont été soulignés dans la séance d'ouverture par le ministre égyptien de l'Eau et du Traitement des eaux usées, S.E. Abdel Qawi Khalifa, par le ministre et responsable de l'Autorité palestinienne de l'eau, S.E. Shaddad Attili et par le ministre adjoint des Affaires étrangères et des Relations économiques de Bosnie-Herzégovine, S.E. Ermina Salkicevic-Dizdarevic.



Au cours de la conférence, les deux composantes nationale et régionale du projet ont été développées, et une présentation de l'axe de travail prévu et de la méthodologie ainsi que des outils à employer a été réalisée. Les fondements du projet, fermement ancrés dans le travail et menés avec succès de façon conjoint par le GWP-Med et l'OCDE au cours des années précédentes, étaient également présentés.

Adoptant une approche participative et interactive, plus de 80 participants sont intervenus au cours de la conférence, en fournissant une contribution essentielle et ont pris activement

part à un dialogue sur les politiques constructif sur la façon de surmonter les obstacles de la gouvernance et de la mobilisation des financements pour les services d'eau. À la fin de la conférence, les participants avaient mieux compris le contexte, les objectifs et les activités du projet. La conférence a réussi à identifier les synergies et les complémentarités avec d'autres initiatives afin d'éviter la duplication des efforts et a envisagé la mise en place éventuelle et le rôle d'une interface de discussion régionale entre les acteurs publics et privés sur le lien entre la gouvernance et les financements.

ACTUALITÉS NATIONALES

Tunisie et Jordanie : les deux premiers pays à bénéficier des activités du projet

La première année de mise en œuvre du projet (2013-2014) a vu la réalisation des analyses nationales avec succès en Jordanie et en Tunisie. Ces analyses ont amené à une meilleure évaluation des structures et processus d'élaboration des politiques dans le secteur des services de l'eau ainsi que les façons dont celles-ci peuvent faire face au défi de la durabilité financière, y compris à travers la Participation du Secteur Privé (PSP). Des analyses diagnostiques du secteur de l'eau ont été menées par une équipe de spécialistes multidisciplinaires de l'OCDE, comprenant la présentation d'un ensemble de recommandations politiques, fondées sur les meilleures pratiques internationales et des plans d'action spécifiques par pays. Les travaux techniques ont été réalisés en parallèle au moyen de dialogues nationaux multipartites sur les politiques facilités par le GWP-Med, auxquels ont pris part des représentants du secteur de l'eau et de l'assainissement et autres (autorités, services publics, bailleurs de fonds, société civile, secteur privé, usagers de l'eau, etc.). Ces dialogues ont été fondamentaux en vue de permettre aux parties prenantes de comprendre et favoriser l'appropriation ainsi que le consensus sur les résultats des travaux d'analyse. Le processus s'est concrétiser à travers une série de missions et ateliers de consultation, entretiens et réunions bilatérales et s'est appuyé sur la contribution active des parties prenantes sous la forme d'enquêtes et commentaires écrits sur les ébauches de documents techniques.

Achèvement réussi des dialogues politiques sur le service de l'eau en Jordanie, juin 2014

Le dialogue sur les politiques jordaniennes a été entamé essentiellement suite à la conférence de lancement du projet (mai 2013), durant laquelle S.E. le ministre jordannais de l'Eau et de l'Irrigation, Hazim El-Naser, a félicité le caractère opportun du projet en lien avec le processus de réforme en cours en Jordanie et a réaffirmé l'engagement du ministère à collaborer avec l'équipe du projet sur la mise en place réussie des activités dans ce pays.





Le dialogue établi en étroite collaboration avec le ministère jordanien de l'Eau et de l'Irrigation, sur la période 2013-2014, a engagé plus de 150 parties prenantes (dont plus de 30 % de femmes) et s'est terminé par la présentation du rapport « *La gouvernance des services de l'eau en Jordanie: Surmonter les défis de la participation du secteur privé* ». Le dialogue a inclus l'organisation de trois ateliers de consultation nationaux à Amman : le 23 octobre 2013, le 5 février 2014 et le 4 juin 2014, respectivement. À l'occasion de ces ateliers, des réunions consécutives indépendantes ont été tenues avec la communauté des bailleurs de fonds active dans le secteur de l'eau en Jordanie afin d'assurer des complémentarités et d'éviter la duplication des efforts.

Le rapport a été élaboré au cours du troisième atelier, en présence de S.E. Basem Telfah, secrétaire général du ministère de l'Eau et de l'Irrigation, ainsi que d'un large éventail de parties prenantes, y compris les autorités, services publics, bailleurs de fonds, société civile et secteur privé. Les participants ont accueilli favorablement les conclusions et recommandations du rapport et ont

fait l'éloge du processus de dialogues multipartites sur les politiques en tant qu'instrument de coordination utile aux initiatives de gouvernance dans le secteur de l'eau en Jordanie.

Conformément aux politiques et programmes planifiés et existants, et faisant suite à une analyse diagnostique du secteur de l'eau, le rapport inclut des recommandations politiques ainsi qu'un plan d'action à mettre en œuvre. Ce travail contribue à un certain nombre d'efforts actuels de haut niveau, y compris l'étude nationale en cours portant sur le succès des partenariats public-privé (PPP) et l'élaboration du cadre national pour dix ans, tous deux sous la direction de Sa Majesté, le roi de Jordanie.

RAPPORT COMPLET SUR LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE L'EAU EN JORDANIE



Identifié comme principal défi pour la Jordanie, le secteur de l'eau, fragmenté et en mutation, assume des responsabilités relatives à la participation du secteur de l'eau et du secteur privé disséminées à travers d'un certain nombre d'institutions. Les recommandations politiques sont axées sur la réduction du risque réglementaire par le biais de l'établissement d'un cadre réglementaire pour la qualité de l'eau et de la gestion de la Participation du Secteur Privé (PSP) dans un contexte de contraintes financières à travers des processus budgétaires appropriés. Renforcer les capacités des parties prenantes est fortement conseillé afin de garantir une meilleure acceptation politique et sociale de la PSP.

Achèvement réussi du dialogue de l'eau en Tunisie, juin 2014

En réponse à la lettre officielle de soutien de S.E. le ministre tunisien de l'Agriculture, Mohamed Ben Salem, sollicitant l'intégration de la Tunisie dans le groupe des pays cibles du projet, le dialogue sur les politiques tunisien a été entamé peu après la conférence de lancement du projet (mai 2013) et s'est poursuivi parallèlement au dialogue jordanien.

Le dialogue sur les politiques national sur l'eau a compté sur la participation de plus de 160 parties prenantes tunisiennes (dont 40 % de femmes) dans la période 2013-2014 et a été complété avec le lancement du rapport national «*La gouvernance des services de l'eau en Tunisie : Surmonter les défis de la participation du secteur privé*». Le dialogue a inclus l'organisation de trois ateliers de consultation nationaux avec de multiples parties prenantes à Tunis le 1^{er} octobre 2013, le 5 mars 2014 et le 9 juin 2014, respectivement. À l'occasion de ces ateliers, des réunions consécutives indépendantes ont été tenues avec le groupe de partenaires techniques et financiers actifs dans le secteur de l'eau en Tunisie afin d'assurer des complémentarités et d'éviter la duplication des efforts ainsi que d'assurer sa pérennité.

Le rapport est le résultat des dialogues multipartites sur les politiques entamé au cours du troisième atelier politique en présence de nombreuses parties prenantes telles que les ministères de l'Agriculture, l'Équipement, de l'Aménagement du territoire et du Développement durable, de l'Économie et des Finances, des opérateurs d'eau, de la société civile, des bailleurs de fonds ainsi que des universités et spécialistes.



Le rapport a été préparé grâce aux travaux techniques du projet accomplis selon les résultats du dialogue sur les politiques. Il comprend une analyse diagnostique des principaux obstacles de gouvernance à la Participation du Secteur Privé (PSP) dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que des recommandations politiques concrètes visant à les surmonter. Les participants ont accueilli favorablement les conclusions et les recommandations émises dans le rapport et ont considéré que les résultats reflétaient un large consensus sur les défis posés par la gouvernance dans le secteur de l'eau tunisien et sur les mesures requises pour renforcer et soutenir le processus de réforme actuel.

RAPPORT COMPLET SUR LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE L'EAU EN TUNISIE



En Tunisie, la mise en œuvre de partenariats public-privé (PPP) exige un changement de la culture administrative, ainsi que des modalités de service d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les recommandations visant à relever les défis de gouvernance incluent l'identification de formes adaptées de la Participation du Secteur Privé (PSP) et de façons à améliorer la durabilité financière du secteur de l'eau, en visant en même temps les mécanismes de transparence en renforçant la participation des parties prenantes. Ces recommandations peuvent alimenter les réformes actuelles sur l'eau et les initiatives menées par les autorités et bailleurs de fonds nationaux.

PROCHAINES ÉTAPES

En 2014-2015, la composante nationale du projet prévoit la mise en place de dialogues sur les politiques nationales dans d'autres pays, parmi lesquels la Palestine fait partie des cibles immédiates, en employant la méthodologie éprouvée des excellents travaux d'analyse et des processus de dialogues éclairés par les multiples parties prenantes.

Au niveau régional, la première conférence régionale du projet se tiendra les 28, 29 et 30 octobre 2014, à Athènes (Grèce) en étroite collaboration avec le projet financé par l'UE « Gestion intégrée et durable de l'eau - Mécanismes de soutien » (SWIM-SM).

La conférence se fonde sur les résultats des dialogues sur les politiques sur l'eau menés en Jordanie et en Tunisie au cours de la première année de mise en œuvre du projet (2013-2014) et abordera la démarche à suivre pour la deuxième année. En outre, la conférence bénéficie des travaux pertinents réalisés dans le cadre du projet SWIM-SM, et examine également les synergies avec d'autres acteurs régionaux, visant à renforcer la durabilité financière des infrastructures de l'eau, y compris par le biais de la Participation du Secteur Privé (PSP).

Cette conférence a pour but de renforcer le dialogue régional, entamé lors du lancement du Projet de l'UpM en mai 2013, ainsi que de partager des expériences sur la gouvernance

du secteur de l'eau et la durabilité financière. À cet égard, la conférence réunit les parties prenantes cibles de la région méditerranéenne, appartenant ou non au secteur de l'eau, y compris les autorités publiques, la société civile et le secteur privé.

Le travail en cours sur cette plateforme régionale constituant un espace de dialogue et de réflexion pour les décideurs politiques, les acteurs privé et issus de la société civile continuera dans un effort de concrétiser les manières de progresser vers des réformes de gouvernance qui aideront à trouver des financements durables pour le secteur de l'eau, y inclus des mécanismes de mobilisation de financements externes aux structures gouvernementales.

Calendrier

Le projet a été officiellement lancé au cours d'une conférence régionale, tenue les 28 et 29 mai 2013 à Barcelone, en Espagne, sous les auspices de l'Union pour la Méditerranée. Le projet sera mis en œuvre (mi-2013 à mi-2016) au travers d'une interaction entre le travail technique au niveau national et des conférences régionales annuelles.

Niveau régional

28-29 Mai 2013
Conférence de
lancement, Barcelone

28-30 octobre 2014
1^{ère} Conférence
régionale

2^{ème} Conférence
régionale

3^{ème} Conférence
régionale

2013 ← → 2014 ← → 2015 ← → 2016

Niveau national

Dialogues sur les
politiques en Tunisie
et en Jordanie

Dialogues sur les
politiques dans des
pays sélectionnés

Dialogues sur les
politiques dans des
pays sélectionnés

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS :

GWP-Med: secretariat@gwpmmed.org

OCDE: water.governance@oecd.org

UpM: water@ufmsecretariat.org